Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 10 : Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) : Impacts et défis pour les pays ACP

29 avril 2009

Combler le fossé de gouvernance en matière de pêche illicite

K. Kelleher – Banque mondiale

Résumé

La Banque mondiale considère la pêche illicite et les activités similaires telles que l'exploitation illégale comme des symptômes de mauvaise gouvernance. C'est pourquoi la Banque estime que ces activités ne peuvent être considérées efficacement que dans le contexte plus large d'une meilleure gouvernance et à travers une analyse minutieuse du cadre politique et de la mise en œuvre de mesures de gestion.

Dans ce contexte, des mesures politiques et anti corruption doivent souvent venir compléter les efforts directs de lutte contre la pêche illicite. La construction d'une industrie de la pêche responsable est essentielle à la mise en œuvre rentable des mesures de contrôle. Certaines des solutions dépassent le secteur de la pêche et s'inscrivent dans un agenda plus large de gouvernance des ressources naturelles.

La présentation illustre les liens entre les activités de pêche illicite, la gouvernance et la génération de richesse. Elle présente des exemples de travaux menés à bien par la Banque mondiale dans la lutte contre la pêche illicite, notamment le développement de la responsabilité sociale des entreprises de pêche, l'*Alliance for Responsible Fisheries*, des mesures prises dans les États de port, la lutte contre la corruption dans les pêcheries, la réforme des pêcheries péruviennes et une liste de navires de pêche irresponsables.

Le travail de la Banque mondiale dans les pêcheries est soutenu par le Partenariat mondial sur les pêcheries (PROFISH) (www.worldbank.org/fish), qui implique la représentation des pays en développement via l'Union africaine et le Secrétariat ASEAN.